

En Algérie, du conflit armé à la violence sociale

Difficile réconciliation nationale

lundi 30 octobre 2006, par [LAHOUARI Addi](#) (Date de rédaction antérieure : avril 2006).

Chaque semaine, plusieurs émeutes éclatent dans différentes régions d'Algérie. Hausse des prix, chômage, corruption, les sujets de mécontentement sont innombrables, malgré le pactole amassé grâce à la manne pétrolière. Le retour à la paix civile et l'amnistie, décidée par le gouvernement de M. [Abdelaziz Bouteflika](#) malgré de nombreuses oppositions, n'ont pas permis au pays de sortir de la crise globale dans laquelle il s'est enfoncé depuis plusieurs années.

Malgré quelques attentats à l'intérieur du pays, mais de plus en plus rares, le conflit meurtrier opposant l'armée aux islamistes est bel et bien terminé, remporté par les militaires, qui n'avaient pas lésiné sur les moyens pour écraser leurs adversaires. Afin de tourner définitivement la page, les autorités ont soumis à référendum le 29 septembre 2005 un projet de « réconciliation nationale », officiellement approuvé par une majorité écrasante d'électeurs. Celui-ci a trouvé un prolongement réglementaire dans l'ordonnance et les décrets promulgués le 28 février 2006, avec deux objectifs : la prise en charge financière des parents des victimes des deux bords, et l'amnistie des membres des services de sécurité accusés de violations des droits de la personne ainsi que des membres des groupes armés impliqués dans des actes terroristes.

Ces textes constituent la réponse finale du régime aux demandes de vérité et de justice des familles de disparus et des organisations de défense des droits de la personne. Ces dernières ne cessent de rappeler que les crimes contre l'humanité commis durant cette période ne peuvent être effacés par une argutie juridique ou par un référendum. La réaction des principales organisations non gouvernementales (ONG) internationales (Amnesty International, Human Rights Watch, Centre international pour la justice transitionnelle et Fédération internationale des ligues des droits de l'homme) n'a pas tardé. Dans une déclaration datée du 1^{er} mars 2006, elles soulignent qu'« un référendum comme celui qui s'est tenu le 29 septembre 2005 ne doit pas être le moyen pour le gouvernement de se soustraire à ses obligations internationales en adoptant une législation nationale qui y contrevient ». Pour ces organisations, les textes en question contredisent sur plusieurs points les traités internationaux que l'Algérie a souscrits.

Dans un communiqué publié à Alger le 7 mars 2006, la Ligue algérienne de défense des droits de l'homme (LADDH) est encore plus sévère. Elle rappelle que « les crimes contre l'humanité (...) sont imprescriptibles, non amnistiables et non susceptibles d'extinction d'action publique (...). Par conséquent, les actes de finalisation sont nuls en tant qu'ils heurtent la Constitution et les instruments contraignants et opposables à l'Algérie qui fondent la justice universelle ».

L'arsenal juridique dénoncé par les ONG vise aussi à faire cesser toutes les activités des associations de familles de disparus (estimées entre dix mille et vingt mille), décrétées illégales depuis le 28 février 2006. En effet, l'un des nombreux articles dispose que « toute déclaration écrite, ou autre

acte, utilisant ou instrumentalisant les blessures de la tragédie nationale pour porter atteinte aux institutions, fragilisant l'Etat, nuire à l'honorabilité de ses agents (...) ou pour ternir l'image de l'Algérie sur le plan international » est illégale et que leurs auteurs s'exposent dorénavant à des poursuites judiciaires.

Le public a accueilli avec indifférence la promulgation de ces textes, mais les opinions s'exprimant en privé sont partagées. Si certains souhaitent tourner la page du conflit, dont ils veulent effacer les atrocités de leur mémoire, d'autres estiment qu'il faut prendre en compte la douleur des familles et cesser de croire que celle-ci pourrait prendre fin avec des compensations financières. Cependant, les médias de masse (radios et télévision, tous sous tutelle publique) ne sont ouverts qu'à la première opinion. Seuls quelques timides commentaires de journaux privés émettent des doutes sur le bien-fondé de la position des autorités, à l'instar d'un article d'Adlène Meddi dans [El Watan](#) qui relève la contradiction entre l'article 46 de l'ordonnance du 28 février 2006 et l'article 36 de la Constitution garantissant la liberté d'expression des opinions (1).

Si l'Algérie était un Etat de droit, le Conseil constitutionnel rejetterait cette disposition de l'ordonnance pour non-conformité à la Loi fondamentale et, de ce fait, la considérerait comme nulle et non avenue, ce qui rétablirait les associations de familles de disparus dans leur droit de continuer à protester et à manifester.

Interdiction de porter plainte

Connaissant la détermination des ONG de défense des droits de la personne et leur influence sur les institutions internationales, les généraux du département de renseignement et de sécurité (DRS) ont pris les devants pour rendre difficile une éventuelle enquête sur les crimes commis dans les centres de torture. Selon la publication Nord-Sud - Risques internationaux, généralement bien informée, le DRS a procédé, en février 2006, à un large mouvement de personnel, particulièrement celui du centre territorial de recherche et d'investigation (CTRI) de Blida - cité par toutes les ONG comme un haut lieu de tortures et d'exécutions extrajudiciaires au cours des années de la « sale guerre ». Selon un déserteur ayant été en poste, M. Abdelkader Tigha, c'est là qu'aurait été planifié l'enlèvement des moines de Tibéhirine en mars 1996.

Les nouveaux textes, ajoute la publication, interdisent aux Algériens de porter plainte contre des membres des services de sécurité, mais rien n'empêche des étrangers de le faire. C'est ce qui s'est passé à Paris, où une plainte a été déposée en décembre 2003 par la famille de l'un des moines assassinés, le père Christophe Lebreton. Elle a donné lieu en février 2004 à l'ouverture d'une information judiciaire, qui pourrait déboucher - si la justice française ose aller jusqu'au bout - sur la mise en examen de plusieurs officiers ayant exercé à Blida.

Un tel procès, s'il venait à se tenir, ruinerait les versions officielles de certains des massacres perpétrés entre 1994 et 1997, et encouragerait les ONG internationales à demander des enquêtes approfondies en vue de la traduction de certains généraux devant un tribunal pénal international ad hoc, à l'instar de ceux sur la Yougoslavie et le Rwanda (2). Afin d'éviter un tel scénario, l'Algérie se rapproche des Etats-Unis, pour qui elle représente un partenaire privilégié dans la lutte antiterroriste. Elle renforce aussi ses relations commerciales avec la Russie, à qui elle vient d'acheter des avions militaires pour la somme de 3,7 milliards de dollars. Quant à la France, elle s'apprête à signer avec elle un traité d'amitié qui devrait être accompagné de clauses non écrites.

L'armée est sortie politiquement affaiblie d'un conflit qui l'a coupée de la population. Depuis plus de quatorze ans, il n'y a pas eu un seul défilé militaire, comme lors des fêtes nationales du 5 juillet et du 1^{er} novembre. Les militaires en permission ne sortent désormais plus en uniforme. A l'inverse, bien que battus militairement, les islamistes continuent de marquer le paysage urbain, imposant à la société une religiosité qui contraste avec la dureté de la vie quotidienne.

Les militaires sont arrivés à bout de l'islamisme armé, mais l'islamisme – ou ce qu'Olivier Roy appelle le néofondamentalisme – est plus présent que jamais (3). Un islamisme bigot, moins agressif qu'au début des années 1990, s'est installé dans la ville, visible dans le comportement et dans l'accoutrement de certains jeunes. Il semble accompagner une « économie de bazar » qui s'est emparée des rues et des ruelles des villes, grandes et moyennes, où se vendent et s'achètent des produits divers, allant du sous-vêtement féminin au dernier-né des téléphones portables. Le discours officiel n'invoque plus le socialisme ni la justice sociale. La politique économique, au vu des produits disponibles sur le marché, est au libéralisme ou plutôt au mercantilisme. Une véritable frénésie commerciale agite le pays.

A Oran, un quartier entier, la ville nouvelle, s'est transformé en un immense souk à ciel ouvert, envahissant trottoirs et chaussées. Des produits en tout genre, en provenance des pays du Sud-Est asiatique, y sont vendus. Pour s'y frayer un chemin, il faut jouer des coudes dans la foule compacte. « Faites du commerce et pas de politique » semble être le slogan du régime, qui a trouvé dans le trabendo (commerce informel) un exutoire pour occuper des milliers de jeunes.

Les islamistes semblent avoir capté le message et se sont reconvertis en masse dans le business. Pour se justifier, ils aiment répéter que le Prophète était commerçant et qu'il recommandait aux croyants de s'enrichir de manière légale. Il est vrai que le droit musulman ne condamne pas la spéculation, qui porte pourtant atteinte au pouvoir d'achat des plus démunis. Cette évolution vers l'« islamobusiness » n'est pas propre à l'Algérie. Patrick Haenni a observé ce même phénomène en Egypte (4).

Le commerce formel ou informel offre des possibilités de revenus à des jeunes fuyant le chômage, enjeu d'une véritable bataille de chiffres. Les autorités évaluent le chômage à 13 %, mais, selon M^{me} Louisa Hanoune, députée du Parti des travailleurs, il atteindrait 30 %. Les pourcentages de l'Organisation internationale du travail (OIT) et du Fonds monétaire international (FMI) sont encore différents : 29,5 % en 2000, 23,7 % en 2003 et 17,7 % en 2004. L'Etat a incité les jeunes à créer leur propre entreprise, en mettant à contribution les banques sollicitées pour financer des projets d'activité présentés par les moins de 30 ans. A l'exception de quelques rares petites entreprises qui ont réussi, le gros des demandes concernaient le financement de pizzerias, de cybercafés et de « call box ». La formule a vite atteint ses limites, en l'absence d'une véritable politique économique à l'échelle nationale.

Ne croyant plus au changement, ni par la violence ni par les urnes, les Algériens semblent fuir la politique, même s'ils se plaignent de la cherté de la vie et de la violence urbaine. « Tout est disponible sur le marché, mais les prix sont dissuasifs », soupire un fonctionnaire à la retraite, mon voisin de fortune dans un taxi qui ramasse les clients allant dans la même direction. « Heureusement, ajoute-t-il, que deux de mes enfants sont dans le business et m'aident à joindre les deux bouts. » Avec une parité très faible du dinar (1 euro vaut à peu près 100 dinars), le pouvoir d'achat des couches sociales à revenus fixes (ouvriers, employés, fonctionnaires...) s'est effondré. Un enseignant du secondaire perçoit l'équivalent de 160 euros par mois ; un professeur d'université, en dispensant des heures supplémentaires, atteint les 500 euros.

Cette situation a donné naissance, depuis le début des années 2000, à des syndicats autonomes, hostiles à l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), seul syndicat officiellement reconnu, accusé d'être aux ordres du gouvernement. Ils exigent que les salaires soient portés au niveau de ceux de leurs collègues de Tunisie et du Maroc. « Il n'est pas normal qu'un professeur marocain touche cinq fois plus qu'un professeur algérien, alors que le PNB algérien est dix fois supérieur au PNB marocain », explique un syndicaliste du Conseil national de l'enseignement supérieur (CNES), syndicat largement représentatif mais non reconnu par les autorités. « Nous sommes décidés, ajoute-t-il, à aller jusqu'au bout dans nos revendications parce que beaucoup d'entre nous épuisent

leur salaire dès la deuxième semaine du mois. Nous ne demandons pas des augmentations pour acheter des livres, c'est devenu un luxe, mais pour manger et faire manger nos enfants. » Ces jeunes syndicalistes évaluent désormais leur pouvoir d'achat en monnaie internationale (en général, en euros).

Le gouvernement est sensible à leurs revendications mais estime que, s'il leur donnait satisfaction, tous les fonctionnaires leur emboîteraient le pas. Pour prévenir les mécontentements dans la police et dans les autres services de sécurité dont le régime dépend, le gouvernement va donner un statut particulier à ces personnels appartenant à la fonction publique. L'objectif est d'augmenter leurs traitements sans que les autres fonctionnaires de l'Etat demandent à bénéficier d'une mesure similaire. Lorsque cette réforme entrera en vigueur, le salaire d'un policier, avec les primes, dépassera celui d'un médecin d'hôpital ou celui d'un professeur d'université.

Pour M. Ali Laskri, secrétaire national du Front des forces socialistes (FFS), qui nous reçoit au siège du parti, « le régime est arrivé à éliminer ses adversaires par la répression et par la cooptation de faux acteurs politiques qu'il a mis en scène, mais il est sérieusement menacé par les revendications salariales ; le front social risque d'entrer en ébullition à tout moment. Des syndicalistes représentant la base et non reconnus par leurs autorités de tutelle viennent au siège du FFS pour demander de l'aide et des conseils. A travers leurs plaintes se lit une détresse indicative de la paupérisation des classes moyennes, à l'image des enseignants ».

Entre 1988 et 2000, la valeur du dinar par rapport au dollar a été divisée par dix, ce qui a permis au gouvernement de rétablir les équilibres budgétaires au détriment du pouvoir d'achat. Si elle sauve les finances de l'Etat, cette dévaluation a permis d'imposer une forte compression de la demande sociale des catégories les plus démunies.

Un préfet écarté

L'augmentation des prix des hydrocarbures a donné naissance à une nouvelle classe d'affairistes, qui s'est enrichie à travers deux canaux : l'importation de marchandises des pays du Sud-Est asiatique et les spéculations sur le foncier périurbain cédé par l'Etat à des sommes dérisoires et revendu à des prix astronomiques. Cette nouvelle classe, ayant des soutiens dans les cercles occultes du pouvoir réel, a compris que les banques algériennes ne sont que des « comptoirs de paiement du Trésor public (5) ». Elle y puise, sur intervention, les capitaux pour financer ses activités, utilisant l'argent public pour amasser des fortunes privées, dont une partie est transférée en Europe.

El Watan-Economie , autorisé comme les autres journaux à ne parler que des effets et non des causes, titre à la « une » de son édition du 15 janvier 2006 : « Argent public : c'est l'anarchie ». L'éditorial, signé Akli Rezouali, déplore cette situation en ces termes : « Détournements, gabegies, allocations inconsidérées de ressources publiques sont autant de maux qui rongent depuis nombre d'années l'économie nationale. L'argent public, bien de la collectivité, est géré dans l'opacité par les institutions de l'Etat. »

L'augmentation des prix du pétrole a aiguisé l'appétit de ces milliardaires qui corrompent agents de l'Etat, membres des services de sécurité et magistrats pour parvenir à leurs fins, offrant non des dinars mais des milliers d'euros (6). Parmi les nouveaux milliardaires, il y a beaucoup d'islamistes affichant un « apolitisme » qui plaît au régime. « Ces milliardaires , explique un journaliste d'Oran, sont devenus une véritable puissance qui domine l'administration de l'Etat désormais à leur service. Le précédent wali d'Oran, M. Abdelkader Zoukh, l'a appris à ses dépens quand il s'est opposé à l'un de ces milliardaires. Il a été muté par le gouvernement à l'intérieur du pays en août 2005. »

A tort ou à raison, la vox populi dans la ville a pris fait et cause pour ce wali que les Oranais

semblent avoir en estime. « Il avait commencé à nettoyer la ville et à remettre en état les chaussées et les trottoirs, s'indigne un chauffeur de taxi véhément. Mais Bouteflika et la mafia qui l'entoure n'aiment pas les walis honnêtes. Pourtant, nous avons tous voté Bouteflika par deux fois, surtout à Oran. Résultat des courses, il nous a trahis. » La maladie du président, transporté en urgence au Val-de-Grâce, à Paris, en novembre 2005, a pris de court les généraux. Ils se sont réunis pour la première fois depuis 1998 en conclave pour évoquer la succession (7). Selon un article paru dans un journal marocain, le conclave aurait mis en valeur deux hommes : le général Mohamed Médiène, dit Tewfik, et son adjoint, le général Smaïn Lamari (8). Si l'information est exacte, cela signifierait que l'état-major a perdu de son poids politique en faveur de ce qui n'est officiellement qu'un de ses services, le DRS. Avec le désir de professionnalisation de l'armée exprimé par de nombreux jeunes généraux recrutés après l'indépendance, se dessine une évolution qui voit l'état-major se « dépolitiser » au profit du DRS, lequel apparaît comme la véritable direction politique de l'armée et du pays.

Pour M^e Ali-Yahia Abdenmour, ancien militant du mouvement national et membre fondateur de la LADDH, dont il a été le président jusqu'à l'année dernière, « le DRS n'a jamais été aussi puissant que sous le deuxième mandat de Bouteflika. Ni ce dernier ni les généraux n'osent désormais s'opposer à lui. Le DRS a six ou sept ministres dans le gouvernement, dont le premier ministre, échappant à l'autorité du président, et il a placé dans chaque ministère un colonel dont la fonction officielle est de surveiller le ministre et le personnel. Ce système paralyse l'Etat et vide les institutions de toute autorité. Le vrai président n'est pas Bouteflika, c'est le général Médiène. D'ailleurs les jeunes à Alger appellent Bouteflika le "président-Taiwan", en référence aux fausses marques qui viennent de l'Asie du Sud-Est. Pour eux, c'est un faux président ».

Selon certains, la succession serait ouverte et le DRS aurait déjà fait son choix en la personne de M. Lakhdar Brahimi, ancien ministre des affaires étrangères et ancien délégué de M. Kofi Annan en Afghanistan et en Irak. Les responsables du DRS craignent en effet des poursuites judiciaires internationales, sur la base de rapports d'ONG de défense des droits de la personne les accusant de crimes contre l'humanité (9). Cependant, M. Brahimi ne fait pas l'unanimité parce qu'il ne bénéficie pas d'une image favorable chez ceux qui connaissent le personnel politique. D'autres personnalités semblent plus susceptibles d'opérer la transition vers l'Etat de droit, et le nom de M. Mouloud Hamrouche revient souvent.

Ce dernier a été premier ministre entre 1989 et 1991. Durant cette période, des réformes libérales ont été mises en œuvre dans le champ politique (multipartisme, liberté de la presse...) et en économie (fin des monopoles d'Etat sur le commerce, la monnaie...). D'après lui, il existe « une prise de conscience et une mobilisation qui redonne confiance dans les institutions de l'Etat. Le pays dispose de ressources considérables, il a des cadres de valeur, il a une jeunesse dynamique ; ce qu'il faut, c'est un projet clair, à savoir la construction de l'Etat de droit pour réhabiliter l'autorité publique et pour respecter la dignité de chaque citoyen ».

Sur la question de la réconciliation nationale et des demandes de vérité et de justice, M. Hamrouche reste prudent. « La tragédie nationale, explique-t-il, a été un ouragan qui a touché des milliers de familles, tant du côté de la population que du côté des services de sécurité. De mon point de vue, il faut se consacrer à l'avenir de telle manière qu'une telle tragédie ne se reproduise pas. L'armée a été marquée par ce qui s'est passé et il ne faut pas croire qu'elle est insensible aux douleurs des familles touchées par ce drame. »

Cette prudence n'est pas partagée par M^e Hocine Zahouane, président de la LADDH depuis novembre 2005. « Les mécanismes qui ont provoqué le conflit meurtrier sont encore intacts. Il faut les casser. Il faut rendre totalement autonome la justice et lui permettre de juger les auteurs des disparitions et des tortures, quitte à ce que le président de la République amnistie certains d'entre

eux. Cela réhabiliterait l'Etat aux yeux de la population et de l'opinion internationale. »

Notes

(1) Lire Adlène Meddi, « Fermeture du libre débat », El Watan , Alger, 4 mars 2006.

(2) Dans ses statuts constitutifs, la Cour pénale internationale, dont le siège est à Rome, s'est déclarée incompétente pour juger de faits intervenus avant juillet 2002, date de sa création.

(3) Lire Olivier Roy, L'Echec de l'islam politique , Seuil, Paris, 1992.

(4) Lire Patrick Haenni, L'Islam de marché , Seuil, Paris, 2005 ; Patrick Haenni et Husam Tamam, « L'islam branché de la bourgeoisie égyptienne », Le Monde diplomatique , septembre 2003.

(5) L'expression est utilisée par William C. Byrd, consultant sur l'Algérie et banquier à la Chase Manhattan Bank, dans un excellent article analysant l'économie algérienne à la lumière de ses handicaps institutionnels. Lire W. C. Byrd, « Algérie : contre-performances économiques et fragilité institutionnelle », Confluences Méditerranée , n° 45, Paris, printemps 2003.

(6) L'euro est si présent dans les rapports marchands que l'on peut dire que l'Algérie fonctionne avec deux monnaies, l'une réserve de valeur et l'autre moyen de mesure des prix.

(7) La presse, fortement surveillée, n'en a pas parlé. Tout journal qui insinue que l'armée est source du pouvoir verra la manne publicitaire se tarir. Le monopole de la publicité appartient à l'ANEP, organisme d'Etat dont la fonction est de domestiquer la presse écrite.

(8) La Gazette du Maroc , Rabat, 13 décembre 2005.

(9) Cette crainte des généraux du DRS explique la nomination au ministère des affaires étrangères de M. Mohamed Bedjaoui, ancien président de la Cour internationale de justice à La Haye.

P.-S.

*Addi lahouari est professeur à l'Institut d'études politiques de Lyon, chercheur au Groupe de recherche et d'études sur la Méditerranée et le Moyen-Orient (Gremmo), Maison de l'Orient. Auteur notamment de Les Mutations de la société algérienne, La Découverte, Paris, 1999.

**Article paru dans le Monde diplomatique d'avril 2006.